

Résonances

L'actu du Pôle

Pôle ressources ville et développement social

39 rue des bussys
95600 Eaubonne
01.34.05.17.17
poleressources.95@wanadoo.fr



< Formation, 10 et 24 mars, Essonne, 12 et 26 mars, Garges-lès-Gonesse, 9h30-16h30 >

MESURER L'IMPACT DES COOPÉRATIONS ÉDUCATIVES

De nombreux dispositifs, visant à soutenir le développement de stratégies locales en matière d'éducation, sont développés dans les territoires afin de répondre aux besoins des populations. Ils ont pour ambition, notamment, la mobilisation des acteurs autour des enfants, des jeunes et de leur famille. En 2019, une nouvelle expérimentation voit le jour, - la cité éducative -, qui réaffirme la nécessité de renforcer la continuité éducative et l'ouverture du champ des possibles des jeunes, en s'appuyant sur la capacité des acteurs des diverses politiques sectorielles œuvrant autour des 0-25 ans à coopérer. Avec la Fonda, dont ils sont partenaires associés, le Pôle ressources et le CRPVE 91 proposent de consacrer deux journées à l'élaboration de stratégies collectives en matière éducative ainsi qu'à la mesure de leur impact. Le sujet de la mesure de l'impact collectif, conçu comme un fil rouge de cet espace de qualification, permettra d'explorer philosophie, méthodes et moyens d'intervention pour mieux anticiper et maîtriser les conditions d'émergence et de structuration de coopérations fructueuses en matière éducative.

<https://poleressources95.org/actions/mesurer-limpact-des-cooperations-educatives/>

< Publication >

L'ÉDITION 2019 DU RECUEIL DE FICHES EXPÉRIENCES DU PÔLE RESSOURCES EST EN LIGNE !

Le Pôle ressources consacre chaque mois la 3ème page de sa lettre d'information Résonances à la valorisation d'une expérience locale en lien avec la Politique de la ville, et plus largement le développement social et territorial. Sous forme d'articles, ces fiches expériences restituent les échanges issus d'interviews menées auprès de porteurs de projet. Elles rendent compte d'une démarche inscrite dans le temps : genèse, partenariats engagés, forces et/ou difficultés ayant pu être rencontrées, perspectives. Les articles s'attachent à varier les thèmes, les porteurs de projets (collectivités territoriales, associations, institutions, bailleurs sociaux...), ainsi que les territoires d'action, tout en donnant à voir la diversité et la richesse des initiatives, ainsi que le dynamisme à l'oeuvre et la capacité à innover face aux défis rencontrés. L'ensemble des articles réalisés cette année 2019 - par Guillaume Dejardin, Caroline Dumand, Solène Huberson, Sindy Quéré -, est regroupé au sein de ce recueil.

<https://poleressources95.org/recueil-des-fiches-experiences-annee-2019/>



< Appui - Accompagnement, phase 2 >

COOPÉRATIVE D'ACTEURS SANTÉ NUTRITION

Suite aux entretiens (focus group) menés par le Pôle ressources d'avril à octobre 2019, en appui de l'ARS 95, les habitants et professionnels de la coopérative d'acteurs de l'Est Val d'Oise se sont réunis le 7 janvier dernier pour travailler ensemble sur une dizaine d'actions à co-construire, regroupées autour de trois axes : se challenger autour de l'équilibre alimentaire ; s'informer, se repérer ; jardiner, bouger. Cette matinée d'échanges réunissant des représentants des cinq villes - Garges-lès-Gonesse, Gonesse, Goussainville, Sarcelles et Villiers-le-Bel - a permis de réfléchir à leur faisabilité et leur importance. Trois actions se sont démarquées : un défi cuisine intergénérationnel ; la mise en place d'Opticourses visant à améliorer les paniers d'achat des familles ainsi que des petits déjeuners traditionnels ; Manger Bouger équilibré puis jardiner. L'enjeu à présent est de les peaufiner pour les déployer avec les habitants dans les villes concernées.

<https://poleressources95.org/actions/cooperative-dacteurs-sante-nutrition/>

< Appui - Accompagnement, décembre-juillet >

DEUX VOLONTAIRES EN SERVICE CIVIQUE POUR LES CONSEILS CITOYENS

Depuis décembre, le Pôle ressources accueille deux volontaires en service civique. Leur mission consiste à produire un état des lieux des dynamiques et actions portées par les Conseils Citoyens valdoisiens, depuis leur mise route effective, en allant à leur rencontre. Il s'agit, avec eux, de valoriser leurs engagements citoyens, et d'organiser la prochaine journée départementale leur étant consacrée.

Contacts : Cécile Renou, crenou.pole95@orange.fr et James Mbungu, jmbungu.pole95@orange.fr

AUTRES TEMPS DU PÔLE RESSOURCES

- Appui-Accompagnement à la CA Roissy Pays de France, temps # 4, 27 janvier, 9h-30-12h30, Sarcelles,
- Groupe de travail égalité et lutte contre les discriminations, temps #5, 28 février, 9h30-12h, Eaubonne,
- Formation à l'animation participative, 3 et 25 mars, 9h-18h, Colombes.

National / Régional

Économie circulaire

PARUTION D'UNE ÉTUDE SUR LA PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE

France urbaine, en partenariat avec l'association Résolis, publie une étude intitulée « Les villes face aux défis de la précarité alimentaire ». Celle-ci met en exergue des actions conduites pour contribuer à développer un système plus durable et solidaire - restauration scolaire, épiceries solidaires, développement des circuits de proximité... - dans les grandes villes, agglomérations et métropoles françaises. Elle présente par ailleurs 10 recommandations pour lutter plus efficacement contre ce fléau, parmi lesquelles intégrer la lutte contre la précarité alimentaire dans les quartiers prioritaires de la Politique de la ville (QPV) ; lier la lutte contre la précarité alimentaire et l'insertion professionnelle et sociale ou encore comparer et promouvoir les différentes modalités de participation des personnes aux actions d'aide alimentaire et à l'accompagnement à la sortie de l'aide alimentaire.

<http://franceurbaine.org/publications/les-villes-face-la-precarite-alimentaire-experiences-francaises>

Emploi / Politique de la ville

LE DISPOSITIF DES EMPLOIS FRANCS GÉNÉRALISÉ À TOUS LES QUARTIERS PRIORITAIRES

Après une expérimentation d'avril 2018 à fin 2019, qui a concerné 194 quartiers prioritaires de la Politique de la ville - QPV - sur 7 territoires (dont le Val d'Oise avec les agglomérations de Roissy Pays de France et de Cergy-Pontoise), le dispositif des emplois francs est généralisé à tous les QPV du territoire national (excepté la Polynésie) depuis le 1er janvier 2020 et ce, pour une durée d'un an. Ce dispositif accorde une aide financière aux employeurs qui recrutent des demandeurs d'emploi résidant dans les quartiers prioritaires, afin de lutter contre le chômage massif qui touche leurs habitants. Quelques modifications sont par ailleurs apportées au dispositif initial, comme l'ouverture de l'éligibilité aux jeunes suivis par une mission locale qui ne sont pas inscrits en tant que demandeurs d'emploi ou encore l'ouverture aux bénéficiaires de l'aide aux sociétés d'économie mixte.

www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?jsessionid=D2E870402CD50B7A8F9D855B05B18474.tplgfr26s_1?cidTexte=JORFTEXT000039682979&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000039681874

En bref

- Profil des 22 territoires du Projet régional de santé d'Île-de-France, étude, Observatoire régional de santé Île-de-France, décembre 2019

www.ors-idf.org/nos-travaux/publications/profils-des-territoires-de-coordination.html

- Composition du Conseil d'Administration de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires - regroupant l'Agence du numérique, le Commissariat général à l'égalité des territoires et Epareca - www.cohesion-territoires.gouv.fr/sites/default/files/2019-12/ANCT-liste_membres_ca_0-1.pdf

Hauts-de-Seine / Val d'Oise / Yvelines

Hauts de Seine / Yvelines

UN BUS ITINÉRANT CENTRÉ SUR LA SANTÉ DES FEMMES ISOLÉES

Un bus itinérant santé femmes, pensé comme une antenne mobile sociale et de prévention, a été inauguré le 26 novembre 2019 à Nanterre. Créé par l'Institut des Hauts-de-Seine, avec les départements des Hauts-de-Seine et des Yvelines, en partenariat avec la RATP et la Région Île-de-France, ce dispositif, premier du genre en France, vise à offrir aux femmes - particulièrement les plus vulnérables, victimes d'isolement ou en souffrance -, résidant dans ces deux départements, un espace protégé. L'objectif est de permettre une prise de contact à but préventif, sanitaire, social, juridique et psychologique, et de rompre la solitude en (re)créant du lien social. Grâce à des partenariats avec le Conseil départemental du 92 de l'Ordre des médecins, les Ordres des avocats des Hauts-de-Seine et des Yvelines, les femmes peuvent rencontrer gratuitement et sans rendez-vous des professionnels de santé mais aussi des spécialistes du droit et des travailleurs sociaux. Elles peuvent ainsi bénéficier de consultations en médecine générale, de conseils pour la contraception, de dépistages (auditif, visuel, cholestérol et diabète) et d'entretiens psychologiques. Elles peuvent aussi être accompagnées par divers spécialistes, dans le cadre de la prévention des violences faites aux femmes, ou par des avocats pour des conseils juridiques. 72 interventions sont d'ores-et-déjà programmées pour 2020, 36 dans les communes des Hauts-de-Seine et 36 dans celles des Yvelines.

Contact : Virginie Lahaussais, 01 76 68 81 05

Hauts-de-Seine / Val d'Oise / Yvelines

UN RÉSEAU DE VOISINS AU SERVICE DE LA SOLIDARITÉ LOCALE

Ensembl' est un réseau social intergénérationnel d'entraide et de mise en relation gratuit entre voisins, visant à favoriser le développement d'un réseau de solidarité et le renforcement de liens. L'outil s'adresse également aux collectivités territoriales qui en sont adhérentes - Saint-Gratien, Gennevilliers ou Issy-les-Moulineaux en font partie -, en leur permettant de communiquer et de diffuser des informations locales aux habitants, et de fédérer d'autres acteurs du territoire - associations, commerçants, bailleurs... - s'ils le souhaitent, autour de l'outil, pour participer, *in fine*, à lutter contre l'isolement et à (re)créer du lien social.

Contact : delphine.nourrisson@ensembl.fr

MOUVEMENTS

- Fabienne Hiegel, Coordinatrice de la Politique de la ville et du Programme de Réussite Éducative, Éragny-sur-Oise
- Josselin Lainé, Responsable du service Ingénierie sociale, AB Habitat Argenteuil - Bezons
- Emeline Torremocha, Chargée de mission animation de réseau, Direction Jeunesse, Prévention et Sécurité, Conseil départemental du Val d'Oise
- Adeline Attietallah, Coordinatrice de santé mentale, Agglomération du Val Parisien
- Michaël Deligne, Chargé de mission Gestion Urbaine et Sociale de Proximité, Gonesse
- Justine Yahiaoui, Agent de développement local, Pontoise

Fiche expérience

Montmagny

LA FERME DE LA BUTTE PINSON : UNE ALTERNATIVE MILITANTE, ECOLOGIQUE ET INNOVANTE A L'INCARCERATION DES JEUNES

Alliant l'insertion à l'emploi, convivialité et sensibilisation à l'environnement, la ferme de la Butte Pinson propose une alternative pour les mineurs et les 18-25 ans, condamnés par la justice, dans le cadre d'un Travail d'Intérêt Général (TIG).

Aujourd'hui, le Travail d'Intérêt Général en France représente seulement 7% des peines des jeunes mineurs et des 18-25 ans. Partant du constat que les jeunes condamnés par la justice ne sont pas toujours bien pris en charge et incarcérés de manière assez automatique, dans des maisons d'arrêt parfois surchargées, la ferme de la Butte Pinson pallie le manque de placements de ces jeunes en milieu ouvert. Depuis 2014, date de sa création par des collègues qui travaillaient au sein d'un atelier d'insertion dans le bâtiment, ce sont chaque jour une dizaine de « tigestes » qui sont accueillis. Anciennement les Fermiers de la Francilienne, cette association s'est rattachée aux Fermes de l'association Espoir CFDJ pour bénéficier de davantage de moyens et de stabilité. Elle est ainsi présidée par le magistrat Jean-Pierre Rosenczweig, ancien président du tribunal pour enfants de Bobigny.

Une prise en charge inspirée des Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI)

Ces jeunes, souvent en provenance de quartiers populaires, cohabitent avec des salariés et des volontaires en service civique. Principal pourvoyeur de TIG dans le Val d'Oise, la ferme de la Butte Pinson a conçu un système innovant. *On a essayé d'imaginer un support de prise en charge différent de ce qui se fait d'habitude (entretien de bureaux, décollage de chewing-gum ou peinture...).* On propose une prise en charge type atelier chantier d'insertion, sans l'agrément, avec un volume de 10 jeunes pour un ou deux encadrants techniques. Ils participent aux soins des animaux, à l'entretien de leurs lieux de vie et des écopâturages, à s'initier à l'écoconstruction..., explique Julien Boucher, directeur de la ferme. Les « tigestes » sont également en contact avec les enfants des centres sociaux

et des écoles, qui sont près de 25 000 à venir visiter cette ferme au coeur d'un parc de 114 ha chaque année. Il est à souligner que la ministre de la Justice a choisi d'annoncer la création de l'Agence de Travail d'Intérêt Général, (qui vise à augmenter les alternatives à l'incarcération), dans les locaux de l'association, preuve que la démarche intéresse. *Le recours à la prison coûte extrêmement cher, explique Julien Boucher. Une alternative comme la nôtre représente donc un bon calcul pour la société.*

Un tremplin vers l'emploi et l'insertion dans la société...

On travaille sur le déclic qui va faire la différence et permettre à la personne de se repositionner en tant qu'individu dans le monde du travail mais également dans la société, poursuit Julien Boucher. Provenant généralement des quartiers urbains, ces jeunes sont pour la plupart en décrochage scolaire et 80% d'entre eux sont sans emploi. *Avant de mettre la main à la pâte au sein de la ferme, la grande majorité d'entre eux étaient pris dans des spirales judiciaires et des condamnations en cascade, aussi se sert-on de cette contrainte judiciaire de manière utile, comme d'un sas de retour à l'emploi,* témoigne Julien Boucher. Les fermes d'Espoir ont ainsi développé de nombreux partenariats avec des entreprises pour favoriser une intégration des jeunes dans le monde professionnel. Le travail à la ferme leur permet de redécouvrir un rythme de vie adapté, avec un démarrage de la journée à 9h - 9h30. *En effet, on ne peut pas demander à un jeune de partir en apprentissage du jour au lendemain s'il ne sait pas se lever, s'il n'a pas intégré certains codes, en lien avec le comportement ou la manière de dialoguer avec les gens.* La ferme suscite un important engouement et beaucoup se

retrouvent, à l'issue de leur TIG, à travailler en tant que bénévole ou dans le cadre du dispositif service civique. *Mais tel n'est pas le but,* précise Julien qui les encourage à partir, pour certains, dans une de leur dizaine d'entreprises de BTP partenaires, et qui voit la ferme comme un tremplin pour se réinsérer dans la société.

... centré sur un éveil des consciences à l'environnement

La ferme permet par ailleurs de sensibiliser les jeunes à l'écologie. *La plupart de ceux qui arrivent ici sont dans un consumérisme important, alors que nous prôtons une décroissance sélective. Nous essayons de les amener à consommer autrement, à voir que les rapports sociaux sont beaucoup plus intéressants qu'une accumulation de DVD sur une étagère.* L'éducation à l'écologie est au cœur du projet, avec une réflexion sur leur rapport à l'alimentation (passer du régime restauration rapide à une alimentation équilibrée et respectueuse de l'environnement), le souci du gaspillage alimentaire (plus d'une tonne de récupération alimentaire issue de la grande distribution chaque semaine, ce qui permet une autosuffisance et de la redistribution), la découverte de la permaculture, de l'écoconstruction, la sensibilisation au bien-être animal, au concept de pollueur payeur...

Un essaimage en projet

Les Fermes de l'association Espoir prévoit d'ailleurs d'en ouvrir de nouvelles. *On pourrait très bien imaginer que ce type de structure prenne à l'avenir une dimension « animation vie sociale »,* indique le directeur. Au-delà des activités agricoles, la ferme accueille jusqu'à 600 personnes le week-end pour participer à des guinguettes, reçoit des scolaires, propose un accompagnement pour des publics en difficulté, et des activités pour tout public.

Contact : julien.boucher@lesfermesdesespoir.fr



< ÉMISSION EN REPLAY - ARTE >

FRACTURES TERRITORIALES : COMMENT AIDER LA FRANCE QUI DÉCROCHE ?

28 minutes, magazine d'actualité d'ARTE présenté par Elisabeth Quin, s'est intéressé le 28 novembre 2019 à la question des fractures territoriales, faisant écho à la visite du Président de la République à Amiens peu avant. Celle-ci visait alors à apaiser le sentiment d'injustice territoriale soulevé, entre autres, par la crise des Gilets jaunes et la fermeture de l'usine Whirlpool. Les invités - Laurence Lamouzy, rédactrice en chef de la revue « Pouvoirs Locaux » et directrice scientifique de l'Institut de la gouvernance territoriale, Claire Hédon, Présidente d'ATD Quart Monde et Hervé le Bras, démographe français, chercheur à l'INED -, ont ainsi débattu du sentiment d'injustice ressenti par une France dite « périphérique », dans les campagnes enclavées, mais aussi au sein de banlieues populaires, en lien avec l'absence ou la disparition des services publics, la dématérialisation ou encore la désertification médicale.

www.arte.tv/fr/videos/093943-002-A/fractures-territoriales-comment-aider-la-france-qui-decroche-28-minutes/
Émission disponible jusqu'au 11 novembre 2020



< DANS LA PRESSE - DISPONIBLE AU PÔLE RESSOURCES >

« *La laïcité au prisme du regard des jeunes* », Olivier Galland, Telos, 3 décembre 2019
<https://www.telos-eu.com/fr/societe/la-laicite-au-prisme-du-regard-des-jeunes.html>

« *Faire vivre l'égalité. La lutte contre les discriminations au travail* », Vincent-Arnaud Chappe, la Vie des idées, 7 janvier 2020
<https://laviedesidees.fr/Faire-vivre-l-egalite.html>

Et, pour une approche quotidienne de l'actualité nationale de la Politique de la ville, le panorama de presse réalisé par le Réseau National des Centres de Ressources : <https://www.scoop.it/topic/actu-politiquedelaville>



< A LIRE / A VOIR >



OÙ EST PASSÉE LA JUSTICE SOCIALE ? DE L'ÉGALITÉ AUX TÂTONNEMENTS

Ivan Sainsaulieu, Emmanuelle Barozet, Régis Cortesero, David Mélo, François Dubet (préf.)
éd. Presses Universitaires du Septentrion, novembre 2019, 400 p.

Où est passée la justice sociale ? Face à l'accroissement des inégalités en France et dans le monde, cette question devient brûlante. À l'aide de données d'enquête en France comme dans les points « chauds » du globe, ce livre analyse l'ampleur de la crise des modèles de justice et singulièrement du principe d'égalité. En partant des acteurs ordinaires, des mouvements sociaux, des contextes concrets, il dessine le kaléidoscope des tâtonnements et réinventions en cours autour de ces enjeux. Il permet ainsi d'interroger les fondements quotidiens de la démocratie sociale et politique de notre temps.

<http://www.septentrion.com/fr/livre/?GCOI=27574100895960>
4ème de couv



LES INVISIBLES DE LA SANTÉ

La tribune de la Fonda n°244, collectif, éd. la Fonda, décembre 2019, 63 p.

Dans les débats ambiants qui enflamment la sphère médiatique et le microcosme des réseaux sociaux, les Français positionnent la santé comme la première de leurs priorités. La crise

actuelle des urgences confirme, si besoin était, que la santé est l'un des piliers de notre vivre-ensemble. Les raisons de s'inquiéter sont d'ailleurs légitimes, alors que la progression de l'espérance de vie des Français ralentit depuis 2011. Investir dans la santé, c'est en premier lieu investir dans le capital humain. C'est aussi se préoccuper de l'autre. N'est-ce pas cela faire société ? Inclure jusqu'aux invisibles au cœur de notre pacte républicain. Le dossier thématique de ce numéro aborde ainsi le thème des inégalités d'accès aux soins et à la santé. Il met en avant des combats menés par des acteurs du monde associatif, leurs propositions et solutions pour promouvoir et développer un accès universel et inclusif à la santé.

<https://fonda.asso.fr/ressources/les-invisibles-de-la-sante>
extraits 4ème de couv